



Faire reculer le gouvernement et le patronat

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Le Comité confédéral national de FO s'est réuni les 2 et 3 octobre à Paris. Vous lirez en annexe de ce numéro le texte adopté à l'unanimité avec trois absences. Pacte de responsabilité, aides aux entreprises, fiscalité, Sécurité sociale, emploi, chômage, pouvoir d'achat, avenir du service public républicain sont au cœur des préoccupations. Il est de plus en plus évident que la politique économique et sociale menée conduit l'Europe et la France dans le mur de la croissance zéro et du chômage.

L'Insee vient d'ailleurs encore de réviser à la baisse les perspectives de croissance. De fait, il y a une urgence sociale, économique et démocratique à sortir de l'austérité.

Alors que le gouvernement vient de présenter le budget 2015, avec 21 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques et sociales, il faut rappeler qu'au niveau européen l'estimation de la fraude et de l'évasion fiscales est de 1000 milliards d'euros par an !

Quand on voit que le gouvernement veut, par exemple, diviser par trois la prime à la naissance pour le deuxième enfant, on mesure le fossé grandissant

entre progrès social et libéralisme économique. Quand on sait également que les réductions de dotations aux collectivités territoriales vont lourdement pénaliser le logement et l'aménagement du territoire, donc l'activité du BTP, on mesure aussi directement l'impact destructeur de l'austérité. De fait, il est plus qu'urgent de soutenir le pouvoir d'achat par des augmentations de salaires et de développer, tant au niveau européen que national, l'investissement public. Seules ces décisions sont à même de réactiver la croissance économique, sans parler de l'indispensable réforme fiscale.

De même, il est urgent de revenir sur les contre-réformes dans le service public et de préserver la structure territoriale qu'est le département. Face à une telle situation, le Comité confédéral national considère qu'il est indispensable de construire le rapport de force à même de faire reculer le gouvernement et le patronat.

La décision d'organiser une manifestation nationale Force Ouvrière constitue une première étape.

La Commission exécutive confédérale en définira prochainement la suite.